



APRÈS L'ACCORD CONCLU PAR LE CONSEIL EUROPÉEN L'HEURE EST VENUE DE PROCÉDER À UNE RÉFORME POLITIQUE DE GRANDE ENVERGURE DE L'UE

L'Union des fédéralistes européens (UEF) se félicite de ce qu'après quatre jours de très dures négociations, les gouvernements nationaux se soient mis d'accord au sein du Conseil européen sur des mesures destinées à lancer le nouveau fonds «Next Generation EU» proposé par la Commission européenne.

*« Le Fonds maintient son objectif ambitieux, assorti de financements innovants permis grâce à un endettement commun, et une dimension permettant d'apporter des réponses concrètes à cette très grave crise, tout en orientant fortement la relance vers le plan de transformation écologique de l'économie; la question cruciale des ressources propres est désormais également sur la table, bien qu'en tant qu'UEF nous demandons instamment un calendrier plus clair et plus serré pour les mettre en œuvre », souligne **Sandro Gozi**, président de l'UEF et membre du Parlement européen. « Toutefois, cet accord conserve certaines ombres et elles doivent être mises en évidence. Le cadre financier pluriannuel a été considérablement réduit par rapport aux indications du Parlement européen et aux propositions de la Commission, concernant notamment la réduction des programmes de santé, de recherche, d'action extérieure et de politique migratoire, toutes politiques stratégiques sacrifiées sur l'autel de la "rigueur" des pays "frugaux". Au lieu de cela, ils conservent le privilège de leurs "rabais", si chers à Margaret Thatcher, une pratique indicative de l'approche intergouvernementale et égoïste qui les caractérise. Nous comptons maintenant sur le Parlement européen pour renforcer l'accord sur le cadre financier pluriannuel pour garantir que l'UE puisse, au-delà de l'urgence que constitue la crise, agir efficacement à long terme. Il convient de noter, enfin, que l'assouplissement de la conditionnalité relative à l'État de droit constitue une plaie lancinante. Nous invitons aujourd'hui la Commission et la présidence allemande à présenter et à discuter très rapidement d'une proposition spécifique et efficace ».*

*« Le véritable nœud à trancher, poursuit **Sandro Gozi**, que les questions critiques ayant émergé des dernières négociations ont une fois de plus mis en évidence, est que le système décisionnel en usage dans l'Union européenne est totalement inadéquat. Si l'Union européenne se veut une communauté de destin et si elle veut être présente et être respectées dans le monde, elle ne peut pas rester prisonnière de mécanismes intergouvernementaux qui tentent de la réduire à une somme d'États-nations. Aussi longtemps que l'UE ne sera pas dotée d'une autonomie budgétaire avec la possibilité d'agir directement, le droit de veto de chaque État membre et la priorité qu'ils accordent lors des négociations à leurs intérêts propres plutôt qu'à l'intérêt commun ne pourront jamais être éliminés, pas même de facto avant de l'être de jure ».*

« Le moment est donc venu de rouvrir le chantier des traités et de soutenir fermement les réformes politico-institutionnelles qui permettront, tout d'abord, de doter l'Union européenne d'une compétence budgétaire, puis de s'engager sur le chemin menant à l'union politique par une réforme profonde de l'Union européenne, sans se laisser arrêter par ceux qui n'ont pas encore mûri la nouvelle vision de l'Europe, mais en orientant au contraire dans cette direction la Conférence sur l'avenir de l'Europe que nous espérons voir commencer au plus tôt ».

Bruxelles, le 21 juillet 2020